

« Si les femmes ont bien compris les enjeux de l'éducation, elles ne veulent pas se laisser imposer un modèle éducatif standardisé. De l'école, elles attendent des ouvertures vers une formation qui leur permette d'accéder à l'indépendance financière ; laquelle seule leur permet ensuite de peser dans la balance pour faire respecter leurs droits fondamentaux et sortir de la spirale des violences

Pour que le savoir vienne aux filles

L'analphabétisme maintient des millions de femmes et de filles dans l'ignorance de leurs droits. Les y arracher constitue, s'accordent à proclamer gouvernements et institutions internationales, un défi majeur de l'avenir proche. Mais souhaite-t-on vraiment voir le monde peuplé de citoyen-nes éclairé-es, autonomes et responsables ? A l'heure où les religieux de tous poils tambourinent aux portes des écoles, et où les multinationales s'installent dans les universités, il est permis d'avoir des inquiétudes pour le système éducatif de demain.

Les deux tiers des quelque 900 millions d'adultes analphabètes et des 125 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire non scolarisés, sont de sexe féminin. En Asie du Sud et en Afrique sub-saharienne, l'écart de scolarisation entre filles et garçons peut atteindre 20%. Pour tenir un des objectifs fixés au Forum Mondial sur l'Education de Dakar en 2000, éliminer les disparités entre les genres dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005, il va falloir que gouvernements et bailleurs de fonds se remuent sérieusement ! Le droit à l'éducation, reconnu comme un droit fondamental, n'est pas partout respecté, il s'en faut de beaucoup. Dans les pays pauvres, on fait avec les moyens du bord. Les gouvernements, quand ils se préoccupent de la question, doivent affronter des difficultés budgétaires accrues par le remboursement de la dette ; ONG et société civile pallient dans les meilleurs des cas leurs déficiences ([L'éducation pour tous en Afrique : vues d'en bas](#), par Jean Ruremesha).

Ecole = autonomie

Ces difficultés touchent l'ensemble des populations : adultes et enfants, garçons et filles. Mais pour les femmes et les filles, il s'en ajoute une autre : la difficulté à faire reconnaître leur droit à l'éducation. A quoi bon envoyer une fille à l'école quand elle est de toute façon destinée à se marier, faire et élever des enfants, tenir la maisonnée ? Ce peut même être nuisible car une fille instruite, tout le monde le sait, deviendra moins malléable. Le sacrifice financier que représente souvent la scolarisation pour les familles restera réservé aux garçons ; tandis qu'aux fillettes, il sera imposé une importante participation aux tâches domestiques, voire une contribution au budget familial, sous forme de travail ou de prostitution.

Hélas ! il ne s'agit pas d'une caricature, mais de la réalité de millions de fillettes et jeunes filles, qui ne s'améliorera pas avec l'âge adulte, précisément parce que leur analphabétisme leur barre toute voie vers l'indépendance. A l'injustice, s'ajoute ici une lamentable incohérence : alors qu'à tous les niveaux, on loue le sérieux des élèves de sexe féminin, et l'importance du rôle des femmes dans le développement durable, les engagements pris et repris lors de multiples sommets nationaux ou internationaux ne dépassent guère le stade des belles promesses.

Pourtant, des projets bien conçus et menés, qui tiennent compte des réalités locales et des souhaits et besoins des populations, tout en respectant la recommandation de la Commission européenne sur l'éducation et la formation qui place la question du genre au-delà du respect des choix culturels locaux, parviennent à faire évoluer les mentalités, en impulsant la participation des communautés dans leur ensemble, en commençant par celle des

mères ([Education de qualité](#), Aide et Action).

Si les femmes ont bien compris les enjeux de l'éducation, elles ne veulent pas se laisser imposer un modèle éducatif standardisé. Pour que les plus pauvres, les filles et femmes du monde rural, aient accès à l'éducation, elles demandent que celles-ci soit dispensée dans leur propre langue. De l'école, elles attendent des ouvertures vers une formation qui leur permette d'accéder à l'indépendance financière ; laquelle seule leur permet ensuite de peser dans la balance pour faire respecter leurs droits fondamentaux et sortir de la spirale des violences ([Pistes pour l'avenir](#)).

A quand l'anti-sexisme à l'école ?

Leur lutte suit tout simplement la même logique que celle que menèrent les femmes occidentales au siècle dernier. Selon la loi, la bataille fut gagnée. Toutes les filières éducatives sont aujourd'hui en France, ouvertes aux filles. Mais rares restent les femmes aux plus hauts postes de l'université ou de la recherche (sur la place des femmes au CNRS, consulter le site <http://www.cnrs.fr/mpdf/index.htm>). D'où une fâcheuse tendance au sexisme ordinaire, qui peut aller jusqu'au harcèlement sexuel (voir le site <http://clasches.multimania.com/pet.php>).

Faut-il s'en étonner, quand le sexisme est instillé dans les esprits dès les premières lectures ? Au XXI^e siècle en Europe, les petites filles voient encore dans leurs albums illustrés les " mamans " (en tablier !) cuisiner et les " papas " lire le journal. L'étude de l'association européenne Du Côté des Filles démontre que la fiction dépasse même ici la réalité ([Dangereuses lectures](#), par Dominique Foufelle).

L'école va-t-elle se charger de décontaminer les petits qui lui sont confiés ? Elle se doit de bannir toute discrimination. Mais on a trop vite voulu croire que la mixité avait mis la dernière touche à l'égalité. C'est si peu vrai que l'Education Nationale française a jugé bon de renforcer ses recommandations par une Convention égalité des chances plus vigoureuse, signée en 2000, et de sensibiliser quelques (pas tous !) futur-es enseignant-es au problème ([A l'école de l'égalité](#), par Dominique Foufelle). Reste que " le masculin l'emporte sur le féminin " encore et toujours dans nos grammaires, et que le sexisme sévit dans les classes et les cours de récré avec plus de violence que jamais.

La laïcité : un combat de première urgence

La recrudescence de ce sexisme latent qu'il n'a jamais pris la peine d'éradiquer, le gouvernement français le met commodément sur le dos des musulmans. Il menace plus ou moins ouvertement d'interdire la fréquentation de l'école républicaine aux filles de familles musulmanes portant le voile, tout en sachant qu'elles y sont pour la plupart contraintes, tout en initiant des alliances avec les islamistes pour " pacifier " les banlieues. Cette manœuvre perverse n'a fort heureusement pas convaincu l'ensemble des partisans de la laïcité ([Oui à la laïcité ! Non aux lois d'exception !](#)). Qui exclurait-elle une fois de plus ? Non pas les plus faibles, mais les plus affaiblies par l'oppression au quotidien. Au même moment, il est question de rétablir dans le cursus scolaire l'enseignement du fait religieux. Certes, il est difficile d'enseigner l'histoire de l'humanité sans l'évoquer. Mais comment ? Avec qui ? Dans quel cadre ? Avec quels objectifs ? ([Enseignement du fait religieux](#), Comité Laïcité République) Les extrémistes chrétiens ne prétendent pas moins que les extrémistes musulmans régenter le temporel. Ils s'allient d'ailleurs au sein de l'Onu pour dénier leurs droits sexuels et reproductifs aux jeunes filles du monde entier ; or, les grossesses précoces constituent un

des freins majeurs à leur éducation. Si nous laissons les églises entrer dans l'école, il en résultera inévitablement des régressions. Déjà, des femmes croates ont enregistré un retour du patriarcat dans l'enseignement primaire et tiré la sonnette d'alarme (consulter le site <http://www.babe.hr/eng>)

Au Québec, où les thèses masculinistes ont gagné plus d'audience, le débat prend une tournure franchement antiféministe : on y accuse le système éducatif de discriminer les garçons en privilégiant des valeurs dites féminines. Si les malheureux mâles se trouvent plus souvent en échec scolaire, c'est qu'ils peinent à s'adapter à un modèle social qui ne prend plus en compte leur spécificité. Or, des études ont démontré que les élèves qui réussissaient le mieux à l'école étaient précisément celles et ceux qui ne se laissaient pas enfermer dans un moule ([Identités de sexe, conformisme social et rendement scolaire](#), par Pierrette Bouchard et Jean-Claude St-Amand).

Mais de quelle réussite parle-t-on ? Si la privatisation de l'enseignement se poursuit, si on continue à ouvrir de plus en plus largement les portes des universités aux multinationales, c'est à la capacité à répondre aux besoins du " marché " que se mesurera le succès d'une éducation. ([L'éducation dans les griffes de l'OMC](#), par Chryssi Tsirogianni). Sans doute, des pauvres, des femmes, et même peut-être des femmes pauvres, parviendront à se tailler une place dans cette jungle. Humainement, ils n'en sortiront pas moins laminés que les laissés pour compte. Si par éduquer, on entend former des individu-es pensant et des citoyen-nes responsables, seul un enseignement laïc, public et gratuit peut garantir le respect du droit de toutes et tous à l'éducation.

Dominique Foufelle - Août 2003